

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMD3**

BP 6 - Le Bateau  
24110 Saint-Astier

Références : UbD24-47/271/2025  
Code AIOT : 0005212463

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement SMD3 implanté Déchèterie Zone d'activité de la Serve 24110 Saint-Astier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de la DREAL Nouvelle Aquitaine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMD3
- Déchèterie Zone d'activité de la Serve 24110 Saint-Astier
- Code AIOT : 0005212463

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie exploitée par le SMD3 est implantée sur la commune de Saint Astier sur la zone d'activités La Serve, au droit des parcelles n°312 à 314, 318, 352 et 532 de la section AI du cadastre, pour une superficie de 1ha 38a 53ca.

L'accès au site s'effectue depuis la RD41 par une voirie réaménagée jusqu'à l'entrée de la déchèterie.

L'arrêté préfectoral du 14 décembre 2016 a enregistré les installations classées exploitées sous régime de l'enregistrement dans l'établissement.

Les activités couvertes par les rubriques 2710.1 (collecte de déchets dangereux : 6,4 tonnes) et 2791.2 (broyage de déchets verts : 5 t/j) ont fait l'objet d'une déclaration distincte (R512-47 du CE). Preuve de dépôt a été délivrée sous le numéro A-6-AG1ED2BFV.

Le broyage de déchets verts est effectué par campagne à l'aide d'un équipement mobile (non présent le jour de l'inspection).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
20	Registre des déchets sortants.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 > I.	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Sans objet
2	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8	Sans objet
3	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
7	Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Sans objet
8	Plan de défense	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contre l'incendie.	article 22-1-I	
9	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22.1.II	Sans objet
10	Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	Sans objet
11	Formation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Sans objet
12	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet
13	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.	Sans objet
14	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.	Sans objet
15	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.	Sans objet
16	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.	Sans objet
17	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
18	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Sans objet
19	Réception et entreposage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 > I.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne relève pas d'écart significatif.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les installations (quai, bennes, local de démantèlement) sont implantées conformément aux éléments de la demande d'enregistrement selon le plan fourni et les constats visuels opérés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.
<b>Constats :</b>  La surveillance est assurée par un gardien de déchèterie ayant fait l'objet d'un plan de formation intégrant la gestion des déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Clôture de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'intégralité du site est clôturée. Présence d'un accès unique fermé par portail. Les horaires d'ouvertures sont affichées sur panneau à l'entrée du site. Il rappelle également la limitation de vitesse et les zones de danger (risque de chute au niveau des quais)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Accessibilité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité.
<b>Prescription contrôlée :</b>  La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site. Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé. Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.
<b>Constats :</b>  Les bâtiments et aires de stockage sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. La voirie est équipée de signalétique rappelant la limitation de vitesse. La partie haute des quais est équipée de façon à éviter la chute de véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations électriques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique en juillet 2025 faisant état de quelques observations. L'inspection a pu constater des fils électriques à nu au niveau du haut de quai des barrières de bennes à gravats. L'exploitant précise que le dispositif d'ouverture/fermeture électrique n'est plus opérationnel. Les barrières sont mues manuellement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant donne suite aux observations relevées par l'organisme extérieur. Il doit en outre s'assurer de la mise en sécurité de l'installation électrique au droit des barrières de bennes à gravats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 :** Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un parc d'extincteur de nature variée et adapté aux risques présentés. Ils sont accessibles et repérés. La vérification périodiques a été effectuée en juin 2025.</li> <li>- de la téléphonie</li> <li>- d'une réserve d'eau de 120 mètres cubes disposant des prises de raccordement conformes aux</li> </ul>

normes en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Plans des locaux et schéma des réseaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans des locaux et schéma des réseaux.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan a pu être présenté. Il reprend les éléments demandés, notamment le positionnement des moyens de lutte incendie et les organes de manœuvre pour confiner les eaux d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Plan de défense contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec</li> </ul>



<p>mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie a été établi et communiqué au SDIS. Il reprend les items susvisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Maîtrise des incendies

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22.1.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exercice incendie a été réalisé et a fait l'objet d'un compte rendu la 01/09/25.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Vérification périodique et maintenance des équipements.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre incendie consulté fait état du contrôle du parc d'extincteurs en juillet 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Formation.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Formation.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> <li>- les déchets et les filières de gestion des déchets ;</li> <li>- les moyens de protection et de prévention ;</li> <li>- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;</li> <li>- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a notamment pu présenter l'attestation de formation DDS du gardien de déchèterie effectuée en février 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention des chutes et collisions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.
<b>Constats :</b>  Un dispositif anti-chute est installé au droit du quai de déchargement des déchets. Le risque de chute est signalé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Prévention des chutes et collisions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
<b>Constats :</b>  Un dispositif anti-chute est installé au droit du quai de déchargement des déchets. Le risque de chute est signalé. L'accès au bas de quai est formellement interdit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Prévention des chutes et collisions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

<b>Constats :</b>
Il n'a pas été constaté de déchets encombrant les voiries. Le quai dispose d'éclairages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Stockage rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage rétention.
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul>
<b>Constats :</b>
Le local DDS dispose d'une rétention intégrée exempte de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Stockage rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage rétention.
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :Matières en suspension</p>

<p>totales 100 mg/ l DBO5 (sur effluent non décanté) 100 mg/ l DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/ l Hydrocarbures totaux 10 mg/ l</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales acheminent ces dernières vers un bassin de 320 m3. Ce dernier est équipé en partie aval d'une vanne guillotine permettant de confiner les eaux d'extinction ou les eaux polluées par un épandage accidentel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection recommande de renforcer la signalétique de l'ouvrage de sectionnement. Le plan de défense incendie référence l'ouvrage et la conduite à tenir en cas d'accident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Collecte des eaux pluviales.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux pluvial a pu être présenté. Les eaux de voirie et de la plateforme de déchets verts sont collectés et acheminés vers le bassin de gestion des eaux. Les eaux sont traitées par débourbeur séparateur à hydrocarbures régulièrement nettoyé avant rejet au réseau pluvial de la zone d'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'analyses du 5 novembre 2024 sont conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Réception et entreposage.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 &gt; I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception et entreposage.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déchèterie dispose d'un quai de déchargement partiellement couvert au droit des bennes de réception des déchets non dangereux. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets est indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Les déchets verts sont déposés directement sur une plateforme dédiée. Il n'y avait pas d'opération de broyage au jour de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 : Registre des déchets sortants.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 &gt; I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition ;</li><li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement);</li><li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li><li>- l'identité du transporteur ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE.</li></ul>
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Le registre est tenu et reprend les items. Il est noté que l'immatriculation n'est pas toujours renseignée.
---

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant doit veiller à un renseignement complet du registre.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------